

AVIS DE SOUTENANCE DE THÈSE

Madame Audrey LOUBET

Candidate au Doctorat de Géographie - aménagement,
de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

Soutiendra publiquement sa thèse intitulée :

Gérer l'invisible sur un territoire littoral Stratégies d'acteurs et représentations des micropolluants sur la côte basque.

Dirigée par Madame CHRISTINE BOUISSET

le 17 mars 2026 à 14h00

Lieu : Université de Pau et des Pays de l'Adour Av. de l'Université, 64000 Pau

Salle : du conseil DEG

Composition du jury :

Mme Christine BOUISSET, Professeur des universités	Université de Pau et des Pays de l'Adour	Directrice de thèse
M. Philippe DEBOUDT, Professeur des universités	Université de Lille	Rapporteur
Mme Véronique ANDRÉ-LAMAT, Professeur des universités	Université Bordeaux Montaigne	Rapporteuse
Mme Sylvie CLARIMONT, Professeur des universités	Université de Pau et des Pays de l'Adour	Examinatrice
Mme Mathilde MONPERRUS, Maître de conférences HDR	Université de Pau et des Pays de l'Adour	Examinatrice
Mme Sandrine GOMBERT, Maître de conférences	Université Bordeaux Montaigne	Examinatrice

Mots-clés : Politique publique, Micropollution, Littoral, Risque, Représentation, Acteur

Résumé :

Face à la pollution chimique de l'eau, enjeu sanitaire et environnemental croissant, le littoral basque, caractérisé par une forte attractivité touristique, une densité urbaine élevée et des activités liées à la qualité de l'eau, fait face à un défi stratégique : les micropolluants émergents. Ainsi, la recherche s'articule autour de la question suivante : comment ces polluants invisibles et complexes sont-ils représentés par les acteurs locaux de la gestion de l'eau, et quelles sont les stratégies adoptées pour les intégrer dans les politiques publiques locales ? Qualifiés de wicked problem (ou problème perniciosus en français), les micropolluants sont des substances diverses - résidus médicamenteux, pesticides, métaux, cosmétiques - aux sources multiples et diffuses, dont les impacts à long terme sont incertains. L'approche méthodologique est qualitative, reposant sur l'analyse d'un corpus documentaire et sur une série d'entretiens semi-directifs menés auprès d'une cinquantaine d'acteurs du territoire (élus, techniciens, scientifiques, membres associations, industriels). L'analyse révèle que leur définition demeure floue pour de nombreux acteurs locaux, oscillant entre connaissances techniques pointues et confusion persistante (notamment avec les microplastiques). Si les origines domestiques et industrielles sont bien identifiées, la localisation précise des sources sur le territoire reste difficile. Les effets sur la santé, tel que la bioaccumulation ou les risques de cancers et sur l'environnement sont reconnus, mais peu détaillés. Surtout, sur le littoral basque, cette pollution chimique invisible est souvent éclipsée par des enjeux plus immédiats et visibles, tels que la pollution bactériologique - impactant les eaux de baignade - ou encore la prolifération de l'algue *Ostreopsis*. Concernant la gestion, les actions sont principalement orientées vers l'acquisition de connaissances, par le biais de programmes scientifiques locaux, et des réseaux de surveillance institutionnels. Malgré la valorisation théorique de la réduction à la source, les actions concrètes demeurent limitées. Dans cette dynamique, la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) joue un rôle pivot, mais la mobilisation reste inégale. Les associations endossent un rôle de lanceur d'alerte, tandis que certains secteurs économiques tendent à rester en retrait. La thèse identifie plusieurs verrous majeurs. La méconnaissance et la complexité du sujet freinent la prise de décision. Le coût élevé des actions de traitement, la multitude des molécules et l'absence de solutions « clé en main » constituent des freins importants pour les gestionnaires. Enfin, sur ce territoire, la priorité est accordée aux risques visibles, réglementés et médiatiques, notamment la qualité des eaux de baignade, au détriment des risques chroniques liés à la qualité des masses d'eau. Ainsi, sur la côte basque, la gestion des micropolluants n'a, à ce jour, pas débouché sur une politique publique dédiée, malgré un constat scientifique bien établi.